

● (1410)

Il me semble déraisonnable qu'un gouvernement manifeste une telle paralysie en affirmant qu'il n'y a pas urgence pour le moment. Je tiens à affirmer au leader du gouvernement au Sénat qu'une situation d'urgence existe en ce moment même. J'espère qu'il transmettra ce jugement des gens qui se trouvent sur place au ministre de l'Agriculture et à quiconque s'occupera aussi de mettre un programme sur pied.

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je comprends bien le point de vue du sénateur Olson, mais je voudrais lui faire remarquer, avec tout le respect que je lui dois, qu'il se lance dans un débat sur la réponse que je lui ai donnée au nom du ministre et du gouvernement. C'est son droit, mais je pense qu'il devrait le faire d'une façon plus organisée et plus efficace en présentant un avis d'interpellation et en prononçant un discours sur la question. Pour ma part, je prends l'engagement qu'un de mes collègues ou moi-même prendrons la parole au nom du gouvernement, dans le cadre d'un débat de ce genre.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, j'ai déposé un avis de motion hier et j'ai l'intention de lancer le débat sur cette question parce que je pense que nous avons besoin d'un programme et que le gouvernement a besoin de conseils et de recommandations pour agir. Toutefois, c'est là une approche à long terme. J'espère que je n'aurai pas à compter sur cette motion pour recommander au gouvernement d'offrir immédiatement des secours. Bien sûr, à plus long terme, j'ai bel et bien l'intention de lancer le débat sur ma motion.

Est-ce que le ministre peut nous donner tout de suite l'assurance que le gouvernement considérera la situation actuelle avec toute l'urgence qui s'impose?

Une voix: Bravo!

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je crois avoir dit que c'est exactement ce que le gouvernement fédéral fait, de concert avec les provinces et l'industrie. L'honorable sénateur ne devrait pas avoir d'illusions à cet égard.

S'il a d'autres critiques à formuler, il devrait le faire dans le cadre d'un débat. Je verrai alors à ce qu'elles soient transmises au ministre et je ferai venir un porte-parole du gouvernement pour y répondre en notre nom.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je viens de passer deux heures au téléphone avec des gens de la région touchée pour m'informer de la situation. Le ministre promettra-t-il de demander au ministre de l'Agriculture de dépêcher quelqu'un sur place pour constater les faits?

L'honorable Hazen Argue: Honorables sénateurs, ma question supplémentaire fait suite à celle du sénateur Olson.

Le ministre devrait penser que si on ne fait rien pour remédier à cette situation d'urgence, les producteurs pourraient vendre leurs troupeaux, ce qui pourrait perturber pendant longtemps le secteur de la production de viande bovine. Il est urgent d'assurer les éleveurs de notre appui pour qu'ils conservent leurs troupeaux qui sont essentiels à la santé de l'économie des Prairies. Il y a déjà eu des programmes d'aide auparavant.

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je suis d'accord avec le sénateur, mais je tiens à ce qu'il sache que le ministre de l'Agriculture et d'autres ministres originaires de l'ouest du Canada suivent de près l'évolution de la situation.

Le sénateur Argue: Le gouvernement nous dira-t-il bientôt ce qu'il entend faire?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, il y a quelques minutes à peine, je vous ai fait part de l'évaluation que le ministre de l'Agriculture a faite de la situation, de la réaction de son ministère et des consultations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Dès qu'il y aura du nouveau, je n'hésiterai pas à en informer le Sénat.

Le sénateur Olson: Demain, par exemple?

Le sénateur Argue: Ce sont vos réponses évasives qui vous attirent toutes ces questions.

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE 1988

LA RELANCE DE LA STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ENDETTEMENT—
LA POSSIBILITÉ QUE LE CANADA PRÉSENTE DES INITIATIVES—
L'INTERPRÉTATION DE LA RÉPONSE DIFFÉRÉE—ON DEMANDE
UNE RÉPONSE PLUS PRÉCISE

L'honorable George van Roggen: Honorables sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat.

Le 10 mai, le sénateur Phillips a donné, au nom du gouvernement, une réponse différée à une question du sénateur MacEachen concernant la position que le gouvernement pourrait adopter au sommet économique face à la dette du tiers monde.

La réponse du gouvernement se lit comme suit:

Depuis le début de la crise financière de 1982, le gouvernement canadien appuie une stratégie internationale de coopération pour administrer les problèmes financiers des pays en voie de développement les plus lourdement endettés. La stratégie a été appliquée individuellement à beaucoup de pays et a permis de réduire graduellement la menace pour le système financier international, de provoquer des réformes économiques nécessaires et d'amorcer une reprise de la croissance économique de certains des pays endettés. La stratégie a évolué de façon permanente depuis ses débuts et les plus récents développements sont des innovations économiques qui réussissent à réduire le montant absolu de la dette d'un pays. Deux plans ont été mis en pratique, l'un pour le Mexique, l'autre pour la Bolivie, et d'autres seraient envisagés. Le Canada appuie ces innovations, qui sont conçues et mises en pratique individuellement, sans contrainte, et dont les aspects financiers sont fonction des forces du marché.

Honorables sénateurs, jusque-là la réponse est une simple description de ce qu'on appelle communément le plan Baker qui, de l'avis de la plupart des gens, y compris, je crois, du ministre des Finances, devrait être remplacé par des mesures plus actives.

La réponse se poursuit ainsi: